

LA NOTE QUI DÉZINGUE LE PLAN DE RELANCE FRANÇAIS

“Quoi qu’il en coûte”, avait affirmé Emmanuel Macron. Une étude cosignée par l’économiste Gaël Giraud relativise grandement l’ambition présidentielle... **PAR EMMANUEL LÉVY**

Les récentes annonces d’Emmanuel Macron lors de son interview du 14 Juillet n’y changent rien. Le plan de relance de la France n’est pas à la dimension de l’enjeu », assure Gaël Giraud. Le chercheur en économie au CNRS persiste. La note qu’il signe avec Willy Bourgeois, conseiller régional socialiste de Bourgogne-Franche-Comté, et que Marianne a pu consulter, tient lieu de réquisitoire. Implacable. Prochainement publiée par la Conférence Gambetta (un think tank proche de la gauche souverainiste) et intitulée « Agir (vraiment) quoi qu’il en coûte », elle fait clairement écho à l’engagement d’Emmanuel Macron du 12 mars de ne pas regarder à la dépense.

Une bataille de retard

C’est précisément sur la dimension de ce plan « pas à la hauteur de l’ambition initiale » que se porte le gros de la critique. « Si on compare le plan français à ce que s’apprête à faire l’Allemagne, il y a un rapport de 1 à 7 », pointe Gaël Giraud. Et, de fait, les 100 milliards d’euros du plan élaboré par Bercy et l’Élysée se composent pour moitié de reports de taxes et de subventions.

À peine 5 % du PIB, quand notre voisin, lui, met sur la table 20 % de son PIB. Surtout, l’Allemagne ne fait pas qu’aider ses entreprises à surmonter la crise, elle en profite pour pousser son industrie à passer à la vitesse supérieure à coups de subventions, notamment aux technologies liées à l’hydrogène comme

GAËL GIRAUD juge le dispositif de soutien à l’économie incapable de “maintenir les capacités productives de la France”, et propose cinq pistes à court et à long terme.



Florence Durand / Sipa

source d’énergie décarbonée du futur. Les dépenses publiques en faveur des entreprises se portent ainsi à 360 milliards d’euros, contre quelque 48 milliards de ce côté du Rhin, essentiellement affectés à la prise en charge du chômage partiel. « C’est bien de faire cela, mais la France a encore une bataille de retard. Le chômage partiel, les Allemands le pratiquent depuis la crise de 2008. En 2020, eux, ils font un plan de relance ultra-massif. Nous rien. Nous pourrions, nous aussi, monter un vaste plan hydrogène. Nous disposons, avec Air Liquide, d’un acteur important de cette technologie et, avec CMA/CGM, du troisième plus grand

BERCY EST POINTÉ DU DOIGT EN RAISON DE SA TROP FAIBLE EXIGENCE À L’ÉGARD DES ENTREPRISES PERCEVANT DES AIDES PUBLIQUES.

armateur de porte-conteneurs. Le faire passer en tout-hydrogène. Ça, c’est ambitieux. »

Face à un dispositif de soutien à l’économie jugé incapable « de maintenir les capacités productives de la France », la note propose cinq pistes à court et à long terme. Cela va d’un fonds de solidarité pour les petites entreprises fragilisées pour 20 milliards d’euros supplémentaires, y compris des annulations de charges, à l’entrée de l’État au capital d’entreprises stratégiques pour 70 milliards d’euros, en passant par un soutien au « made in France ». Le tout étant mis sous la condition impérative du respect de normes sociales et environnementales. Impérative et réelle. C’est Bercy qui est pointé du doigt, en raison de sa trop faible exigence à l’égard des entreprises percevant des aides publiques, en particulier concernant l’absence de liens de ces sociétés avec des paradis fiscaux. La note étrille le dispositif: non seulement à peine 10 % des aides comportent cette clause, mais le critère est très lâche. Et pour cause: la liste française des treize pays non coopératifs est une vaste blague, y figurant seulement les seconds couteaux du offshore. Et la note de citer les travaux de Gabriel Zucman. L’économiste français en poste à Berkeley estime que, en l’absence des poids lourds comme le Luxembourg, la Belgique, les Pays-Bas ou l’Irlande, la liste française ne capte que 5 % des opérations d’optimisation fiscale qui lésent le pays.

À défaut de trouver sa place dans le plan de relance, les propositions de cette note nourriront peut-être les réflexions du commissaire qui prendra la tête du Plan, remis au goût du jour par Jean Castex... ■